

SPF 59 - NORD

18-20 RUE CABANIS
59007 LILLE CEDEX

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS AU 31/12/2024**

Aux Membres de la Fédération,

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération SPF 59 - Nord, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

2.1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

2.3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous vous informons que les données figurant dans la partie présentation de la Fédération n'ont pas fait l'objet d'un contrôle de notre part.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration des comptes annuels, du Compte par Origine de Destination et du compte d'emploi annuel des ressources, sont conformes au plan comptable interne de l'Union du Secours Populaire Français et aux règles de gestion validées par son conseil d'administration, en respect des réglementations en vigueur, ainsi qu'aux dispositions du règlement CRC 2018-06 et qu'elles ont été correctement appliquées.

Nos contrôles ont porté sur l'ensemble des cycles et plus particulièrement sur les cycles ressources/contributeurs, trésorerie, charges et contribution volontaire en nature en raison de l'importance de ces postes. Les sondages et les contrôles effectués ont contribué à l'expression de notre opinion.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A la date de signature du présent rapport, nous n'avons pas eu connaissance des documents à caractère financier remis par le Comité Départemental, en vue de l'Assemblée Générale.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément

aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels sont arrêtés par le Comité Départemental.

6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative

- résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
 - il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
 - il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
 - il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à PARIS,

Véronique BRAULT
Commissaire aux Comptes

Signé par Veronique Brault
Le 02/06/2025

ID: tx_azogagazk29Q



Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)	83 083	40 947	42 136	47 089
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	191 622		191 622	191 622
ACTIF CIRCULANT	Constructions	5 699 161	3 224 709	2 474 452	2 582 300
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	1 033 243	1 013 484	19 759	25 039
	Autres immobilisations corporelles	744 554	695 723	48 831	60 778
	Immobilisations corporelles en cours	7 725		7 725	
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts	65 813		65 813	65 813
	Autres immobilisations financières	3 929		3 929	8 729
	TOTAL (I)	7 829 131	4 974 863	2 854 269	2 981 371
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	2 172		2 172	3 091
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	32 569		32 569	33 511
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				5 594
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	971 477		971 477	1 060 785
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	301 738		301 738	292 977
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	3 335 462		3 335 462	2 734 429
	DISPONIBILITES	1 232 820		1 232 820	1 878 841
	Charges constatées d'avance	27 421		27 421	25 492
	TOTAL (II)	5 903 659		5 903 659	6 034 720
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	13 732 790	4 974 863	8 757 928	9 016 090
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			69 742	74 542
	(3) dont à plus d'un an				

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	395 448	406 373
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	1 370 406	1 370 511
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 122 791	1 136 157
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	818 789	729 156
	Mécénats	157 643	233 991
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	1 101 222	1 187 964
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	148 559	33 811
	Utilisations des fonds dédiés	130 197	670 268
	Autres produits	369 167	388 471
Total des produits d'exploitation		5 614 221	6 156 704
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		638
	Variation de stock	942	97 525
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock	919	5 324
	Autres achats et charges externes	2 183 525	2 592 447
	Aides financières	614 490	473 779
	Impôts, taxes et versements assimilés	226 959	202 313
	Salaires et traitements	1 293 311	1 366 134
	Charges sociales	442 078	544 627
	Dotation aux amortissements et dépréciations	151 013	210 670
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	144 219	245 529
	Autres charges	475 618	379 300
Total des charges d'exploitation		5 533 074	6 118 286
RESULTAT D'EXPLOITATION		81 147	38 418

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		81 147	38 418
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	101 032	81 508
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		101 032	81 508
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		101 032	81 508
RESULTAT COURANT avant impôts		182 179	119 926
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	341	33 571
	Sur opérations en capital	45 743	25 211
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	46 084	58 782
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	15 051	63 794
	Sur opérations en capital	77 566	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	92 617	63 794
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(46 533)	(5 012)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		5 761 337	6 296 994
TOTAL DES CHARGES		5 625 691	6 182 080
EXCEDENT ou DEFICIT		135 646	114 914
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		9 437 428	7 996 701
Prestations en nature		99 070	110 818
Bénévolat		712 115	715 472
TOTAL		10 248 614	8 822 990
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature		9 437 428	7 996 701
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations		99 070	110 818
Personnel bénévole		712 115	715 472
TOTAL		10 248 614	8 822 990

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **8 757 928** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **5 761 337** euros et un total **charges** de **5 625 691** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **135 646** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

OBJET SOCIAL DE L'ENTITÉ ET PÉRIMÈTRE DES MISSIONS SOCIALES

Jour après jour, ici comme ailleurs, le Secours populaire, association reconnue d'utilité publique, agit pour un monde plus juste et plus solidaire, en permettant à chacun de s'émanciper et trouver sa place de citoyen, là où il vit, travaille ou étudie. Issu du peuple, animé par lui, mobilisé pour lui, le Secours populaire promeut une relation d'égal à égal véritablement unique et un accueil inconditionnel. Présent partout, au bout de la rue comme au bout du monde avec son réseau de partenaires, il valorise systématiquement l'initiative comme mode d'action. Il peut ainsi agir tout de suite pour soulager ceux qui souffrent : actions d'urgence pour pallier les problèmes immédiats, actions dans la durée, parce que l'homme doit être pris en compte dans toutes ses dimensions. Bénévoles comme partenaires, entreprises et donateurs, adultes comme enfants dès le plus jeune âge... tout le monde est invité à passer à l'action et chacun apprend à s'émanciper, à tourner la page, à vivre la solidarité jour après jour. Ancré sur la vision d'un monde plus solidaire, le Secours populaire s'abstient de tout clivage : il rassemble au contraire et crée du lien autour des valeurs partagées. Son engagement est un combat. Un mode d'action.

Il est sur le pont. Là où ça bouge. Là où ça compte. Il a, tout naturellement, un rôle de vigie vis-à-vis des pouvoirs publics.

MOYENS MIS EN OEUVRE

Le Secours populaire est une association de terrain, indépendante et décentralisée. En France comme dans le monde entier, il agit là où vivent, travaillent ou étudient les acteurs locaux, animés par ses valeurs. Construite au fil du temps, son organisation a été conçue pour laisser s'exprimer toute la diversité des réalités locales :

- À l'étranger, l'action est menée par son réseau d'organisations partenaires indépendantes, attachées à permettre à chacun de trouver sa place de citoyen et de s'émanciper.
- En France, l'indépendance de l'association est tout aussi grande quel que soit l'échelon considéré. Les comités, fédérations disposent ainsi d'une totale autonomie d'action et de gestion dans le respect des règles et orientations communes. Ils constituent d'ailleurs des entités juridiques.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

L'objet propre de la fédération consiste :

- à développer en permanence les structures et l'audience de l'association dans le département notamment par la création de comités régis selon la Loi du 1er Juillet 1901, mais aussi par la création d'antennes et groupes de travail.
- à favoriser le développement et la coordination des activités de solidarité des comités et antennes notamment en utilisant pour son département les moyens d'action décrits à l'article 2.
- à organiser une bonne circulation de l'information entre comités et l'association nationale du Secours populaire français.
- à favoriser l'application des décisions des congrès par les Comités.
- à soutenir les publications nationales.
- à faire parvenir à tous les donateurs par leurs comités locaux ou à défaut directement la carte annuelle éditée par l'association nationale du Secours populaire français.
- à demander au Secrétariat national et remettre les cartes officielles de collecteurs du Secours populaire français à toute personne qui recueille des dons en nature ou en espèces et/ou participe activement à l'organisation de la solidarité.

La fédération de Lille

La fédération constitue l'échelon départemental. Comme son nom l'indique, elle fédère les comités du Secours populaire actifs sur son territoire comme tous les collecteurs-animateurs bénévoles du département, qu'ils aient constitué ou non un comité local. Elle cherche aussi à en créer d'autres et anime l'ensemble des antennes. Elle coordonne et développe les actions du Secours populaire sur le département. Elle est dirigée par le comité départemental, élu tous les deux ans lors du congrès départemental.

Les antennes : 11 en 2024

L'antenne est un relais du mouvement animé à l'échelle d'un quartier, d'un village, d'un lieu de travail ou d'études, d'une association sportive ou culturelle, par un petit groupe d'animateurs-collecteurs bénévoles. Elle n'est pas une entité juridique et dépend, suivant les cas, d'un comité ou d'une fédération. Son rôle est d'organiser la collecte des ressources financières et matérielles et de participer ainsi concrètement à la mise en œuvre d'actions de solidarité en France, en Europe et dans le monde.

Les comités : 60 en 2024

Actif à l'échelle d'une ville, d'un canton ou encore d'une entreprise ou d'un établissement, le comité ; association déclarée en préfecture, est le fondement de la vie démocratique du Secours populaire. Il rassemble les animateurs-collecteurs bénévoles, organise la collecte des ressources financières et matérielles et met en œuvre tous ses projets dans le respect des orientations communes, sur son territoire comme au-delà, en lien avec d'autres comités ou fédérations.

Les donateurs : 4 551 en 2024

Les donateurs au Secours populaire sont des acteurs à part entière de l'association. Détenteurs d'une carte de donateur renouvelée tous les ans, quelle que soit la nature ou le montant de leurs dons, ils ont une voix consultative lors des Assemblées générales des comités et congrès

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

des fédérations et sont invités à toutes les grandes initiatives et temps forts du mouvement.

Les moyens humains bénévoles, pivots du mouvement : 3 400 en 2024

Attachés à développer la solidarité ici comme ailleurs, plus de 81 000 « animateurs-collecteurs-bénévoles » sont présents dans toute la France métropolitaine, en Outre-mer, en Europe et dans le monde. Ils constituent le « cœur du cœur » du mouvement. Leur implication en son sein fait d'eux, tout à la fois, des bénévoles, des animateurs et des collecteurs.

- Bénévoles, parce qu'ils ont librement choisi d'offrir une part de leur temps libre.
- Animateurs, parce que ce sont eux qui agissent pour aider et accompagner les personnes, organisent des événements pour faire grandir la solidarité, reçoivent des enfants en vacances, gèrent l'association, recrutent et forment d'autres bénévoles...
- Collecteurs, parce qu'ils sollicitent et obtiennent des dons de toutes natures, ou mobilisent pour que d'autres les collectent...

Les moyens humains salariés : 37 en 2024

Ils participent à développer les actions du Secours populaire français qu'il s'agisse de missions d'animation directement liées à nos missions sociales ou de support dans les domaines administratifs et de gestion.

1. Faits majeurs de l'exercice

1.1 Evénements principaux de l'exercice

L'année 2024 a été impactée par :

- Obtention de contributions financières pour le programme Mieux Manger Pour Tous,
- Accroissement des aides & activités en faveurs des familles,
- Un accord a été trouvé pour clore les litiges.

LES STOCKS LIES A L'ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES FINANCE PAR DES DOTATIONS FINANCIERES

Le Conseil d'Administration du 17 Février 2024 a adopté une décision de gestion pour l'ensemble des structures du Secours populaire français concernant la méthode de comptabilisation de ces stocks non distribués à la clôture de l'exercice :

- Ne pas constater les écritures de variation de stocks,
- Ne constater des fonds dédiés que dans le cas où la dotation versée par l'Association Nationale n'est pas entièrement consommée à la clôture de l'exercice,
- De procéder à un recensement des produits non distribués à la clôture de l'exercice et

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

d'indiquer dans l'annexe des comptes la valorisation du stock non distribué au 31/12/2024 dans la rubrique engagements hors bilan.

Stocks de produits achetés avec une dotation et non distribués à la clôture

Dans le cadre de la dotation nationale Mieux Manger Pour Tous Lots (MMPT), les produits achetés en 2024 et non distribués aux personnes accueillies à la clôture de l'exercice représentent 53 296 €.

2. Principes, règles et méthodes comptables

2.1. Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- ♦ le bilan,
- ♦ le compte de résultat,
- ♦ l'annexe.

2.2. Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général. Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode du coût historique.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et notamment les règlements ANC 2014-03 et ANC 2018-06 (précisés et amendés par les règlements 2020-08, 2021-02 et 2022-04) du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le SPF dispose, pour la production de ses comptes annuels, de son propre plan comptable et de règles de gestion validées par son conseil d'administration applicable à l'ensemble de l'union ; en respect des réglementations en vigueur.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

2.3. Changement de méthode d'évaluation et de présentation

A compter de l'exercice 2023, la structure bénéficiaire d'un reversement de subventions de la part d'une autre structure Secours populaire français enregistrera ce produit en contribution financière. Auparavant, ces opérations venaient impacter la rubrique « Subventions d'exploitation ».

2.4. Durée de l'exercice et date de clôture

La fédération produit ses comptes annuels sur un exercice de 12 mois courant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

2.5. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est à dire prix d'achat et frais accessoires.

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs sont incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles éligibles.

La Fédération du Nord a appliqué la réglementation concernant les actifs et en particulier les immobilisations; ce qui l'a amené à pratiquer la décomposition de deux immeubles.

Sur l'exercice 2016 a été faite la distinction entre la valeur des terrains et celle des constructions.

En effet la valeur du terrain était jusqu'alors inclus dans le montant de la construction. Sans valeur inscrite dans l'acte notarié, a été retenue une estimation forfaitaire de 10% pour la valeur du terrain.

Ainsi les 3 terrains enregistrés en compte 211000 sont les suivants :

- Terrain Lezennes dépôt 1 pour 109 000 €
- Terrain Lezennes dépôt 2 pour 75 000 €

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Terrain Cabanis pour 7 623 €

Soit une valeur totale non amortissable de 191 622 € en compte 211000 Terrains qui a été retirée du compte 213100 Bâtiments.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Durées de vie usuelles des immobilisations incorporelles :

La durée d'amortissement s'évalue au cas par cas.

Durées de vie usuelles des immobilisations corporelles :

Libellé	Durée d'amortissement
Installation générale, agencements...	5 à 25 ans
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Matériel de bureau	3 à 10 ans
Mobilier	3 à 10 ans

Le mode d'amortissement est le mode linéaire.

Le plan d'amortissement peut être modifié en cours de vie de l'immobilisation en cas de dépréciation ou en cas de modification significative de l'utilisation du bien.

Les durées d'amortissement des composants des immeubles sont les suivantes :

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Composant	Durée d'amortissement
Structure de l'immeuble	50 ans
Electricité	25 ans
Plomberie	25 ans
Ascenseur	15 ans
Menuiseries extérieures	20 à 25 ans
Menuiseries intérieures	25 ans
Chauffage collectif/individuel	25 ans
Etanchéité (enduit)	15 à 20 ans
Ravalement et amélioration	10 à 20 ans

Dépréciation des immobilisations :

Une dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles se doit d'être comptabilisée lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Une dépréciation des immobilisations financières est constatée lorsque la valeur présente un risque de non recouvrement.

2.6. Méthodes d'évaluation et de dépréciation des stocks et des créances

Les stocks doivent être comptabilisés à leur valeur d'achat figurant sur la facture.

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation du stock est éventuellement constatée.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Au cas par cas, elles donnent lieu à la constitution d'une provision si leur recouvrement apparaît compromis.

La fédération inscrit dans son compte de résultat les produits non reçus au 31 décembre mais imputables à l'exercice et dont le montant est certain.

En contrepartie, ces produits donnent lieu à l'enregistrement de créances à l'actif du bilan.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

2.7. Subventions d'investissements

Elles s'enregistrent au regard du montant inscrit sur la notification ou convention de subvention.

Au regard de la réforme comptable applicable au 1^{er} janvier 2020, les subventions d'investissements qui étaient enregistrées antérieurement au 1^{er} janvier dans le compte 1026 sont reprises selon le modèle suivant :

- ✓ Les subventions dont les biens sont complètement amortis ou sortis du bilan au 1^{er} janvier ou dont la dernière annuité d'amortissement serait 2020 sont reprises par le crédit du compte 1100 de report à nouveau.
- ✓ Les subventions restant à amortir sont reprises par le crédit du compte 1310 pour la totalité, les dotations d'amortissement antérieures reprises au débit du compte 1390 par le crédit du compte 1100 de report à nouveau.
- ✓ Les montants qui auraient été enregistrés en compte 1026 « subventions non renouvelables » mais qui concerneraient des produits issus de mécénat ou de fondation et association sont, soit repris en compte de fonds dédiés si non complètement amortis, soit repris par le crédit du compte 1100 de report à nouveau.

Quelle que soit la nature du bien financé par des subventions d'investissements, la quote-part de la subvention est reprise au compte de résultat.

« Les dotations aux amortissements » de la subvention s'effectuent de manière globale (50 ans pour un bâtiment).

Les nouvelles règles de gestion concernant les amortissements de celles-ci sont les suivantes :

- ✓ Si la ou les subventions d'investissement représentent plus de 50% du bien financé, application de l'amortissement par la méthode des composants
- ✓ Si la ou les subventions sont comprises entre 10% et 50% du montant de l'investissement, amortissement sur 25 ans
- ✓ Si la ou les subventions représentent moins de 10% de l'investissement, amortissement sur 10 ans.

Les règles ci-dessus s'appliquent également au mécénat et contributions financières pour investissement.

2.8. FONDS REPORTES SUR LEGS ET DONATIONS

La gestion des legs est dévolue à l'Association Nationale par la charte de gestion. De ce fait, les seuls produits issus des libéralités sont reversés aux structures décentralisées sur présentation et validation d'un projet d'utilisation (CA du 19/12/2020).

La Fédération n'est donc pas concernée par cette rubrique.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

2.9. Fonds dédiés : Opérations partiellement exécutées à la clôture de l'exercice

Les fonds dédiés qui ne sont pas entièrement utilisés au cours de l'année N dans le cadre des opérations pour lesquelles ils ont été collectés, sont inscrits en charges sous la rubrique « report en fonds dédiés » afin de constater l'engagement pris par la Fédération de poursuivre les réalisations des dits projets avec comme contrepartie du passif du bilan la rubrique « fonds reportés et dédiés ».

De même, les sommes inscrites sous la rubrique « fonds reportés et dédiés » sont reprises en produits du compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « utilisation des fonds dédiés ».

La réforme comptable a précisé la nature des financeurs dont les produits réceptionnés par le Secours populaire Français pouvaient faire l'objet de report en fonds dédiés dont la liste est la suivante :

- ✓ Les autorités administratives ou établissements public dont les fonds perçus sont enregistrés en « subventions »
- ✓ Les dons des particuliers
- ✓ Les dons des entreprises ou « mécénat »
- ✓ Les dons reçus des autres organismes de droit privé (fondations et associations) ou « contributions Financières »

Les fonds pouvant être reportés ne doivent pas se confondre avec l'objet social de l'association.

2.10. Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques est constituée pour couvrir des risques que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

2.11. Indemnités de départ à la retraite

Le montant de la provision pour indemnités de départ à la retraite mentionné dans l'annexe ne fait pas l'objet d'enregistrement comptable.

2.12. Contributions volontaires en nature ou solidarité matérielle

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

La nature des contributions volontaires en nature est la suivante :

- ◆ Dons en nature neufs: nourriture, vêtements, marchandise, produits d'hygiène, jouets....
- ◆ Prestations en nature : places spectacles, affichage publicité, activités sportives....
- ◆ Mise à disposition de locaux et de personnes.
- ◆ Bénévolat.

La Fédération bénéficie de contributions volontaires en nature qui sont présentées, en pied de compte de résultat pour un montant de 10 248 614 €.

Dons en nature et prestations gratuites :

- La collecte de marchandises et de services auprès des personnes morales (entreprise, fondations, associations, collectivités, institutions, Etat etc), fait généralement l'objet de documents écrits stipulant notamment la nature des biens ou services, leur quantité et leur prix. Ces informations sont reprises dans le bilan de solidarité matérielle.
- Les dons en nature :

Compte-tenu de la part significative que représente la collecte de biens et articles collectés par les bénévoles du SPF, leur valorisation est essentielle.

Le SPF fait figurer ces informations à deux endroits distincts dans ses comptes annuels :

*Au pied du compte de résultat – donc de son compte d'emploi des ressources quand il s'agit de biens neufs faisant l'objet de justificatifs fournis par des personnes morales. Ces biens seront alors valorisés en euros.

*Dans l'annexe de ses comptes pour ce qui concerne les biens d'occasion. Leur nature pourra être décrite et si l'information est disponible, la quantité pourra être affichée.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Bénévolat :

L'implication des bénévoles est évaluée à partir du nombre d'heures de bénévolat.

Le temps passé par les bénévoles est recensé au moyen des heures déclarées.

Les heures de bénévolat (36 020 heures) sont valorisées selon un taux horaire moyen

- ♦ Taux horaire moyen (19.77 € /heure)

Les mises à disposition :

Elles concernent des biens mobiliers, immobiliers et la mise à disposition de compétences. Elles sont inscrites dans le bilan de solidarité matérielle pour le montant de la convention de mise à disposition.

Chaque structure indique la valeur réelle en euros de la mise à disposition.

Les heures consacrées à la tenue des instances statutaires :

Elles ne sont pas valorisées.

2.13. Compte d'emplois des ressources

Le Compte d'Emploi des Ressources collectées auprès du Public, figure dans l'annexe des comptes annuels. Il est établi conformément au Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

Le taux maximal de prélèvement sur les ressources pour financer l'organisation est de 8%.

Pour 2024, conformément à la décision des instances départementales, les taux de prélèvement reposent sur les postes suivants :

Dons de particuliers
Mécénat
Legs, donations et assurances-vies
Subventions
Contributions financières des fondations et associations
Autres ressources

2.14. Événements postérieurs à la clôture

Aucun

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

3 Informations complémentaires

3.1 Rémunérations des dirigeants

Les 3 plus hauts cadres dirigeants sont : le secrétaire général, le trésorier et le secrétaire départemental en charge de la vie associative. Les mandats d'élus étant bénévoles, ils ne perçoivent ni rémunération, ni avantage en nature.

Les rémunérations cumulées perçues par les dirigeants élus du comité départemental disposant d'un contrat de travail ne sont pas indiquées puisqu'elles concernent une seule personne.

3.2 Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires d'audit inscrits en charges de l'exercice 2024 s'élèvent à 11 098 Euros.

3.3 Engagements hors bilan

3.3.1 Engagement pris en matière de retraite

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 41 976 €.
Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

Méthode retenue :

- . Indemnité prévue par le code du travail
- . Taux d'actualisation : 3,38 %
- . Taux d'évolution : 1 %
- . Taux de rotation moyen sur 3 ans
- . Age de départ à la retraite : 64 ans

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

3.3.2 Crédit-bail

Néant

4 Informations relatives au bilan

4.1 Actif

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ Les mouvements des immobilisations et des amortissements,
- ✓ L'état des créances au 31/12/2024,
- ✓ Les produits à recevoir,
- ✓ Le détail des charges constatées d'avance.

4.1.1. Immobilisations inaliénables

Une immobilisation inaliénable est un actif possédé par le SPF qui ne peut faire l'objet d'un transfert (ni cession, ni vente), autrement dit que le SPF est obligé de conserver (un contrat ou convention écrite doit être formalisé).

Néant

4.1.2. Donations temporaires d'usufruit

Néant

4.2 Passif

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ La variation des provisions,
- ✓ L'état des dettes à la clôture,
- ✓ Le détail des charges à payer.

4.2.1. Variation des fonds propres

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Tableau de variation des fonds propres								
En Euros	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	5 143 132	0	0	0	0	0	0	5 143 132
Fonds propres avec droit de reprise	0	0	0	0	0	0	0	0
Ecart de réévaluation	0			0	0	0	0	0
Réserves	728 180	0	0	0	0	-92 381	0	633 799
Report à nouveau	1 229 511	114 914	0	92 381	0	0	0	1 436 807
Excédent ou déficit de l'exercice	114 914	-114 914	0	135 646	0	0	0	135 646
Situation nette	7 213 737	0	0	228 027	0	-92 381	0	7 349 383
Dotations consommables								
Subventions d'investissement	72 104			-16 743		0		56 361
Provisions réglementées								
TOTAL	7 285 841	0	0	212 284	0	-92 381	0	7 405 744

4.2.2. Fonds dédiés et reportés

En Euros	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice
Variations des fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0	0	0
Variations des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	105 631	32 185	62 865	74 950
Variations des fonds dédiés sur subventions d'exploitation	132 350	75 221	49 812	157 759
Variations des fonds dédiés sur ressources liées à la GP	108 590	36 813	17 519	127 884
TOTAL	346 571	144 219	130 197	360 593

Suite à l'application du nouveau plan comptable, les rubriques « Variations des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes » et « Variations des fonds dédiés sur ressources liées à la Générosité du Public » comprennent des fonds dédiés spécifiquement liés à des investissements. Le tableau intègre en solde d'ouverture les retraitements afférents. Ces fonds dédiés seront repris au même rythme que l'amortissement pratiqué du bien immobilisé.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

5 Informations relatives au compte de résultat

5.1 Ventilation par nature des produits d'activités

Se reporter aux tableaux en page suivante concernant :

- ✓ L'évolution des produits d'activités,
- ✓ Le détail de la rubrique « legs, donations et assurances-vie »,
- ✓ Le détail des rubriques « subventions d'investissement » et « subventions d'exploitation ».

5.2 Effectif

Le nombre de salariés au 31 décembre 2024 est de : 37

5.3 Résultat exceptionnel

En Euros	Montant en
Produits	46 084
Produits d'éléments d'actifs cédés	30 000
Quote part de subvention d'investissement virée au compte de résulta	15 743
Autres produits de gestion sur exercices antérieurs	341
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0
Transfert de charges exceptionnelles	0
Charges	- 92 617
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés	- 64 766
Autres charges de gestion concernant des exercices antérieurs	- 14 676
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations	0
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	- 13 175
Tableau Résultat exceptionnel	- 46 533

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

5.4 Subventions d'exploitation

En euros	Montant
Subventions d'investissements nouvelles au bilan	0
Subventions internationales	0
Subventions de l'Etat (Sub.ministérielle uniquement)	0
Subventions régionales	176 500
Subventions départementales	824 380
Subventions communales	74 543
Subventions des autres états publics et adm. sécurité sociale (dont CAF-ANCV)	9 000
Subventions Publiques Diverses	13 471
Subventions emplois aidés	24 897
Subventions perçues auprès d'une autre structure SPF	0
TOTAL	1 122 791

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER POUR L'EXERCICE 2024

(VERSION SYNTHETIQUE)

Le règlement ANC n°2022-04 du 30 juin 2022 (modifiant le règlement ANC n°2018-06) issu de la transposition des nouvelles obligations comptables de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République prévoit la tenue d'un état séparé des avantages et ressources provenant :

- d'un Etat Etranger
- d'une personne morale étrangère
- d'un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie ou
- d'une personne physique non-résidente en France

L'état présenté ci-après correspond aux dons financiers ou matériels 2024 dont le donateur (personne physique ou morale) a une adresse postale à l'étranger référencée dans notre outil CRM.

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Allemagne	200,00€
Belgique	16 898,00€
Autriche	100,00 €
Luxembourg	980,00 €
Indonésie	1 000,00€
Pays-bas	20,00 €
Royaume-uni	170,00€

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

6 Autres informations

6.1 Contributions volontaires en nature

La fédération bénéficie de contributions volontaires en nature qui sont présentées en pied de compte de résultat pour un montant de 10 248 614 Euros.

Détail des contributions volontaires en nature de la fédération en France et dans le Monde en pages suivantes.

7 Compte d'emploi des ressources

Se reporter au tableau en page suivante.

Méthode de présentation :

Le SPF présente son Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et son Compte d'Emplois de Ressources (CER) pour l'exercice 2020 conformément à la publication du Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le CROD présente le compte de résultat en liste avec un comparatif N / N-1. Cet état fait également apparaître les produits liés à la générosité du public et leurs emplois en fonction de la destination des dépenses.

7.1.1 Les produits par origine

7.1.1.1 Affectation des ressources au financement des emplois

L'affectation des ressources au financement des emplois est organisée de la manière suivante pour les ressources affectées :

- Les ressources affectées par les financeurs publics sont affectées conformément aux conventions signées,
- Les ressources issues de la générosité publique affectées par le donateur (particulier, testateur, mécène) sont affectées conformément aux souhaits de celui-ci,

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Les autres produits affectés sont affectés en fonction de l'accord conventionnel existant.

L'affectation au financement des emplois des ressources issues de la générosité publique non affectées est établie en fonction d'un ordre de priorité concourant à financer les emplois non couverts par les affectations précédentes. Ainsi, les fonds collectés auprès du public et non affectés financent en priorité :

- Les missions sociales,
- Les frais de recherche de fonds,
- Les frais de fonctionnement.

Ci-dessous, quelques précisions sur la composition des produits inscrits dans le CROD du SPF

7.1.1.2 Les produits liés à la générosité du public

Le Conseil d'Administration de l'Association Nationale a défini la générosité publique : « Les ressources financières issues de la générosité publique se composent :

- Des dons manuels des personnes physiques, qu'ils soient affectés ou non affectés (liés à des campagnes ou hors campagne),
- Des legs, donations et assurances vie, qu'ils soient affectés ou non affectés,
- Des dons financiers des entreprises (mécénat) qu'il soit affecté ou non affecté,
- Des produits financiers issus des placements de ces ressources. »

De plus, le règlement prévoit que la rubrique « autres produits liés à la générosité du public » comprend les quotes-parts de générosité du public reçues, les revenus générés par les actifs issus de la générosité du public.

7.1.1.3 Les produits non liés à la générosité du public se composent principalement à ce jour des contributions financières comprenant les dons financiers des fondations et associations, de la cotisation statutaire versée par chaque département à l'Association Nationale conformément aux statuts ou aux versements intra-structures SPF, des ventes de marchandises et de prestations de services, des produits financiers, des plus ou moins-values de cession d'actifs, des participations des destinataires de la solidarité, des produits d'initiatives etc.

7.1.1.4 Les subventions et concours publics comprennent les subventions d'exploitation ainsi que les quotes-parts de subventions d'investissement réintégrées au cours de l'exercice au compte de résultat.

7.1.1.5 Les reprises sur provisions et dépréciations regroupent toutes les reprises de provisions conformément au compte de résultat.

7.1.1.6 Les utilisations de fonds dédiés antérieurs correspondent aux utilisations des fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit de la reprise des sommes reçues pour les activités de solidarité et non encore dépensées au 31/12/2023. Pour le détail des sommes utilisées en 2023, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

7.1.2. Les charges par destination

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

7.1.2.1. Les missions sociales au SPF

La définition des missions sociales du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Conformément aux statuts :

« Faisant leur la formule « tout ce qui est humain est nôtre », les adhérents aux présents statuts se regroupent dans un but unique : pratiquer la solidarité. »

Les articles 1/ b et c des statuts de l'Association nationale, des fédérations, des comités locaux et conseils de région du Secours populaire français définissent les missions sociales du Secours populaire français, qu'elles soient réalisées directement ou avec des partenaires en France ou à l'étranger :

« Ils se proposent de soutenir dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, au plan matériel, sanitaire, médical, moral et juridique, les personnes et leurs familles victimes de l'arbitraire, de l'injustice sociale, des calamités naturelles, de la misère, de la faim, du sous-développement et des conflits armés.

Ils rassemblent en leur sein des personnes de bonne volonté, enfants, jeunes et adultes, de toutes conditions, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, en veillant à développer avec elles la solidarité et toutes qualités humaines qui y sont liées.

Ils développent en permanence les structures et l'audience de l'association notamment par la création de comités locaux et de fédérations départementales.

Les missions sociales se déclinent de la manière suivante :

- Activités de solidarité liées aux urgences en France et dans le monde ;
- Activités de solidarité en France et dans le monde notamment dans les domaines suivants : alimentaire, logement, vestimentaire, santé, hygiène, accès à la culture, aux sports, aux loisirs, aux vacances, accompagnement scolaire, Pères Noël Verts, Journée des Oubliés des Vacances...
- Le développement des structures et de l'audience du SPF
- L'animation du réseau : soutien aux réseaux partenaires, accompagnement et soutien au réseau décentralisé SPF, gestion des donateurs et collecteurs, accueil et mise en mouvement des bénévoles et formation... »

Définition et répartition des coûts directs et indirects

La définition et répartition des coûts directs et indirects du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Affectation des charges du compte de résultat aux rubriques du CROD et du CER :

* Coûts des missions sociales :

- Coûts directs : Coûts des dépenses directes de la mission sociale ;

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Coûts indirects : Coûts qui n'existeraient pas si la mission sociale disparaissait.

* Coûts de structure et de fonctionnement : principes des clés de répartition. »

La fédération s'est prononcée sur la nature des clefs de répartition qu'elle utilisera pour la répartition des coûts de structure et de fonctionnement. Cette répartition est entérinée par la voie de ses instances.

7.1.2.2. Frais de recherche de fonds

Frais d'appel à la générosité du public

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- conception, réalisation et envoi de publipostages,
- recherche et gestion des legs,
- frais de traitement des dons et des reçus fiscaux,
- campagne du Don'actions,
- frais de recherche de mécénat, partenariats d'entreprises.

Frais de recherche d'autres ressources

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- organisation d'initiatives, braderies,
- initiatives liées à la campagne du Don'actions,
- frais de recherche de fonds auprès de fondations et associations,
- frais de recherche de subventions publiques.

7.1.2.3. Frais de fonctionnement

Cette rubrique regroupe les dépenses de :

- Locaux,
- administration générale,
- communication.

7.1.2.4. Les dotations aux provisions et dépréciations regroupent toutes les dotations aux provisions et dépréciations conformément au compte de résultat.

7.1.2.5. Les reports en fonds dédiés de l'exercice correspondent aux reports en fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit du report des fonds dédiés par des tiers financeurs collectés sur 2021 et non utilisés sur l'exercice pour les activités de solidarité. Pour le détail des sommes reçues en 2024 et non encore dépensées au 31/12/2024, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) présente uniquement les ressources collectées auprès du public ainsi que leurs emplois avec un

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

comparatif N / N-1.

Ces données proviennent directement du CROD, ce sont les colonnes « dont générosité du public » du CROD.

Le CER affiche un résultat de 0 € sur 2024 pour les seuls fonds liés à la générosité du public.

Au pied du CER il est indiqué un solde de fonds liés à la générosité du public non utilisé de l'année précédente (« report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées (hors fonds dédiés) en début d'exercice »). Celui-ci s'élève pour la Fédération à 108 590 €.

Ce montant est utilisé pour calculer un nouveau solde en fin d'exercice en y ajoutant l'excédent de l'année et la variation d'investissements et désinvestissement de l'année.

Le solde de ressources liées à la générosité du public au 31/12/2024 de la Fédération s'élève ainsi à 127 884 €, il viendra concourir à la poursuite des actions de solidarité sur les années futures.

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	77 803		5 280			83 083
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	77 803		5 280			83 083
CORPORELLES	Terrains	191 622					191 622
	Constructions sur sol propre	4 237 194					4 237 194
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	1 460 053		1 914			1 461 968
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 033 243					1 033 243
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport	387 141		69 311		64 775	391 677
	Matériel de bureau, mobilier	343 631		9 247			352 878
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours			7 725			7 725
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		7 652 884		88 197		64 775	7 676 306
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	74 542		1 700		6 500	69 742
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	74 542		1 700		6 500	69 742
TOTAL		7 805 230		95 177		71 275	7 829 131

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	30 714	10 233		40 947
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	30 714	10 233		40 947
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	1 760 854	75 756		1 836 609
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	1 354 093	34 006		1 388 099
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 008 204	5 279		1 013 484
	Autres Instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport	365 253	9 690	9	374 934
	Matériel de bureau, mobilier	304 741	16 048		320 789
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 793 145	140 780	9	4 933 916
TOTAL		4 823 859	151 013	9	4 974 863

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

--

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	123 375		123 375	
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	123 375		123 375	
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	123 375		123 375	
Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>				123 375	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	65 813	65 813	
	Autres immobilisations financières	3 929	3 929	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	971 477	971 477	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	250	250	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	119 900	119 900	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	181 588	181 588	
	Charges constatées d'avance	27 421	27 421	
TOTAL DES CREANCES		1 370 379	1 370 379	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	294 408	294 408		
	Personnel et comptes rattachés	198 292	198 292		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	152 744	152 744		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	49 683	49 683		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	296 464	296 464		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		991 591	991 591		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		144 525
Autres créances		144 525
<i>SUBVENTION D EXPLOITATION</i>	<i>119 900</i>	
<i>PRODUITS A RECEVOIR</i>	<i>24 625</i>	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		445 358
Dettes fiscales et sociales		157 647
<i>PROVISION/CONGES PAYES</i>	<i>106 886</i>	
<i>CHARGES SOCIALES/CONGES PA</i>	<i>41 044</i>	
<i>ORGANISMES SOCIAUX A PAYER</i>	<i>9 717</i>	
Autres dettes		287 711
<i>CHARGES A PAYER</i>	<i>287 711</i>	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		27 421	27 421
Assurance MACIF			
Location Fenwick 2024/2025			
Eau abonnement 2025			
Documentations abonnements 2024 2025			
Locations maintenance 2025			
Quadient 2025			
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			27 421

--



Compte de résultat – Evolution des produits d'activités inscrits au compte de résultat

Fédération du NORD - FED BB 059 0 00000 000082

Exercice : 2024	En Euros	Exercice 2024	Exercice 2023
	Vente de biens et services	1 765 853	1 776 884
	Concours publics et subventions d'exploitations	1 122 791	1 136 157
	Dons manuels	818 789	729 156
	Mécénats	157 643	233 991
	Legs, donations et assurances-vie	0	0
	Autres produits liés à la GP	0	0
	Contributions financières	1 101 222	1 187 964
	Reprises sur provision et transferts de charges	148 559	33 811
	Utilisations des fonds dédiés	130 197	670 268
	Participations des destinataires de la solidarité	340 102	317 147
	Produits d'initiatives	29 053	71 094
	Autres produits	13	230
	TOTAL	5 614 221	6 156 704

CROD				
A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2024		EXERCICE 2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations	0	0	0	0
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	818 789	818 789	729 156	729 156
- Legs, donations et assurances-vie	0	0	0	0
- Mécénat	157 643	157 643	233 991	233 991
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	0	0	0	0
2-PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations statutaires	181 146		186 397	
2.2 Parrainage des entreprises	0		0	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	920 076		1 001 567	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	2 291 578		2 324 946	
3-SUBVENTIONS	1 138 533		1 150 669	
4-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	123 375	0	0	0
5-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	130 197	17 519	670 268	202 366
TOTAL	5 761 337	993 951	6 296 994	1 165 513
CHARGES PAR DESTINATION				
1-MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	4 094 834	889 412	4 510 493	1 036 201
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agréant en France	183 318	23 652	107 204	15 131
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	99 735	26 378	94 589	40 123
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agréant à l'étranger	66 908	17 696	30 527	12 949
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	273 326	0	304 117	0
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	0	0	0	0
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	763 351	0	889 619	0
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	0	0
5-IMPOT SUR LES BENEFICES				
6-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	144 219	36 813	245 529	61 110
TOTAL	5 625 691	993 951	6 182 080	1 165 513
EXCEDENT OU DEFICIT	135 646	0	114 914	0

	EXERCICE 2024		EXERCICE 2023	
B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
- Bénévolat	712 115	712 115	715 472	715 472
- Prestations en nature	43 255	43 255	68 691	68 691
- Dons en nature	7 397 578	7 397 578	5 669 148	5 669 148
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	577		1 434	
3-CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
- Prestations en nature	55 815		42 127	
- Dons en nature	2 039 273		2 326 118	
TOTAL	10 248 614	8 152 948	8 822 990	6 453 311
CHARGES PAR DESTINATION				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
- Réalisées en France	9 622 740	7 987 126	8 122 339	6 279 103
- Réalisées à l'étranger	86 675	22 964	66 469	16 527
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	142 163	37 666	161 565	40 171
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	397 036	105 193	472 618	117 510
TOTAL	10 248 614	8 152 948	8 822 990	6 453 311